



IC NOTICE N°011/2021/PNUD-BFA

Consultant(e) chargé(e) de la réalisation d'une étude diagnostique des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières.

RELANCE

Date : 22 avril 2021

Pays : Burkina Faso

Nom du Projet : COSED

Durée de réalisation : 45 jours

Lieu d'affectation : Ouagadougou

Votre soumission devra être déposée à l'adresse suivante :

Par email : offres.burkina@undp.org

Au plus tard : 5 mai 2021 à 16 heures

Les propositions, adressées à l'Operations Manager, doivent être envoyées à l'adresse e-mail ci-dessus indiquée, avec la mention « IC NOTICE N°011-2021/PNUD-BFA : Consultant(e) chargé(e) de la réalisation d'une étude diagnostique des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières »

Les termes de références sont disponibles sur le site du PNUD Burkina à l'adresse : http://www.bf.undp.org/content/burkina_faso/fr/home/operations/procurement.html

La proposition technique devra comprendre : **Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée, une note de compréhension des TDRs, un curriculum vitae incluant au moins deux (02) références avec les adresses Emails.**

La proposition financière devra être élaboré suivant le format fourni en annexe.

Les demandes de clarifications devront être transmises uniquement par écrit à l'adresse suivante : procurement.burkina@undp.org

Contexte et Justification

Le Burkina Faso est en proie à des attaques terroristes de plus en plus fréquentes et meurtrières ces cinq (05) dernières années.

Cette situation a exacerbé l'insécurité multidimensionnelle (personnelle, économique, politique, sociale, environnementale, sanitaire, etc.) des populations et mis en exergue non seulement la faiblesse de la cohésion sociale mais aussi la nécessité de sa promotion.

Aussi, ces menaces à la sécurité portent-elle gravement atteinte aux efforts visant à relever efficacement divers défis de développement qui sont au cœur des actions des partenaires du développement du Burkina Faso.



Prenant la mesure de la situation et pour aider le Burkina Faso à agir de façon intégrée sur les causes sous-jacentes à la crise qu'il traverse, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a initié le programme « **État de droit, Sécurité et Cohésion sociale** », qui a été approuvé par le Gouvernement du Burkina Faso en juillet 2019.

D'une durée de deux (2) ans, ce programme est mis en œuvre avec l'accompagnement de partenaires tels que le Ministère en charge de la Justice, le Ministère en charge des Droits Humains, le Ministère en charge de la Sécurité et de la Défense, le Ministère en charge de l'Administration Territoriale, le Ministère en charge des Mines, les Organisations de la Société Civile et les Centres de recherche.

Objectif de la mission

Réaliser une étude diagnostique (capacités techniques, opérationnelles et prise en compte du genre) des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières particulièrement pour ce qui concerne les cibles que sont les jeunes et les femmes.

Livrables :

Les livrables attendus de la mission de consultance sont :

- un rapport diagnostic complet, format DIRO
- un draft de Plan de Financement des Organisations
- des orientations stratégiques claires pour la formulation des Plans d'Action pluriannuels de ces organisations seront annexées au rapport DIRO.

Qualification et expériences requises :

Excellentes compétences rédactionnelles et de communications orales. Le profil du/de la Consultant (e) recherché (e) doit correspondre à un (e) Sociologue, un (e) juriste ou un (e) économiste planificateur spécialisé (e) en développement institutionnel et renforcement organisationnel (DIRO) et qui a :

- une bonne connaissance en matière d'appuis méthodologique et organisationnel;
- une expérience confirmée dans l'élaboration des documents de planification stratégique;
- une bonne connaissance du secteur minier, notamment des mines industrielles, des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières ;
- des compétences avérées sur les approches Genre-sensible et l'approche basée sur les droits ;
- une disponibilité immédiate et de bonnes capacités d'analyse et de rédaction.

Evaluation

L'évaluation des Propositions Techniques et Financières se déroule en deux étapes. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

a. Les propositions techniques

La sélection sera faite sur la base des critères notés sur 100 comme suite :



INTITULE	POINTS
Sociologue, un (e) juriste ou un (e) économiste planificateur spécialisé (e) en développement institutionnel et renforcement organisationnel (DIRO)	25
Une bonne connaissance en matière d'appuis méthodologique et organisationnel ;	15
Une expérience confirmée dans l'élaboration des documents de planification stratégique ;	15
Une bonne connaissance du secteur minier, notamment des mines industrielles, des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières ;	25
Compétences avérées sur les approches Genre-sensible et l'approche basée sur les droits	20
Notation totale	100

b. Les propositions financières

La proposition financière est évaluée selon la formule suivante :

Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30

Seuls les consultants ayant obtenu une note technique d'au moins 70 points/100, verront leurs offres financières ouvertes. Cette note technique sera pondérée à 70% et la note financière pondérée à 30%.

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire. Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique pondérée + Financière) le plus élevé sera retenu pour la consultation.

Durée du contrat

La durée totale de la consultation est de **45 jours**.

NB : Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Leon Badibanga
Operations Manager

Signature :



Date :





PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT TERMES DE REFERENCES

I. Informations sur le Poste

Titre du Poste :	Consultant€ chargé(e) de la réalisation d'une étude diagnostique des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières
Type de contrat :	Contrat de prestation
Niveau :	Diplôme universitaire (en sociologie, droit, économie et planification spécialiste en développement institutionnel et le renforcement organisationnel)
Superviseur Direct :	Responsable de la Composante Cohésion Sociale du Programme COSED
Lieu d'affectation :	Ouagadougou
Durée :	<i>Quarante-cinq (45) jours à partir de la signature du contrat</i>

II. Contexte Organisationnel

Le Burkina Faso est en proie à des attaques terroristes de plus en plus fréquentes et meurtrières ces cinq (05) dernières années.

Cette situation a exacerbé l'insécurité multidimensionnelle (personnelle, économique, politique, sociale, environnementale, sanitaire, etc.) des populations et mis en exergue non seulement la faiblesse de la cohésion sociale mais aussi la nécessité de sa promotion.

Aussi, ces menaces à la sécurité portent-elle gravement atteinte aux efforts visant à relever efficacement divers défis de développement qui sont au cœur des actions des partenaires du développement du Burkina Faso.

Prenant la mesure de la situation et pour aider le Burkina Faso à agir de façon intégrée sur les causes sous-jacentes à la crise qu'il traverse, le Programme des nations Unies pour le développement (**PNUD**) a initié le programme « **État de droit, Sécurité et Cohésion sociale** », qui a été approuvé par le Gouvernement du Burkina Faso en juillet 2019.

D'une durée de deux (2) ans, ce programme est mis en œuvre avec l'accompagnement de partenaires tels que le Ministère en charge de la Justice, le Ministère en charge des Droits Humains, le Ministères en charge de la Sécurité et de la Défense, le Ministère en charge de l'Administration Territoriale, le Ministère en charge des Mines, les Organisations de la Société Civile et les Centres de recherche.

L'objectif global visé par le programme est de répondre au contexte national caractérisé par « **une paix fragile et menacée** ». Il s'attache ainsi à œuvrer à l'amélioration de l'efficacité des institutions d'ici 2021, afin que les

populations du Burkina Faso, en particulier les plus exposées aux risques de conflits et à l'insécurité, vivent en paix et en sécurité dans un État de droit.

La mise en œuvre du programme s'articule autour de trois composantes: (i) **justice et Droits Humains**; (ii) **sécurité** et (iii) **cohésion sociale et réconciliation nationale**.

Dans la composante **cohésion sociale et réconciliation nationale**, on retient de l'analyse du contexte national d'une part que la menace à la cohésion sociale est liée à plusieurs facteurs dont les pratiques de l'exploitation minière, les compétitions sur les ressources entre agriculteurs et éleveurs.

D'autre part, elle révèle également que la faible valorisation des mécanismes et structures de prévention et de gestion des conflits favorise l'effritement du tissu social en termes du « vivre ensemble ».

A terme, la mise en œuvre du **résultat 3.1** de la composante cohésion sociale et réconciliation nationale: « *les sociétés minières respectent les dispositions du code minier relatives à leurs responsabilités sociales et environnementales* » vise l'atteinte de deux (02) produits qui sont :

- ✓ **Produit 3.1:** Les OSC les responsables des collectivités territoriales disposent de connaissance et d'informations sur les dispositions du code minier relatives à la RSE des sociétés minières ;
- ✓ **Produit 3.2:** Les OSC disposent des capacités techniques et matérielles pour contrôler les activités des sociétés minières.

Ainsi, dans le cadre de la mise en œuvre du **produit 3.2**, le programme attend évaluer les capacités techniques et matérielles des OSC pour contrôler les activités des sociétés minières en rapport avec la prise en compte du genre. En effet, les indicateurs sexospécifiques sont retenus comme des indicateurs d'effets du programme.

Étant donné que la Direction Générale de la Promotion de la Cohésion sociale (**DGPCS**) est la structure nationale de coordination et de mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de cohésion sociale au Burkina Faso, le PNUD a sollicité son appui technique pour la mise en œuvre des actions du **volet cohésion sociale de la composante cohésion sociale et réconciliation nationale** dudit programme.

C'est fort de ce qui précède que le **PNUD** souhaite recruter un consultant (e) individuel(le) national (e) au profit du programme « **État de droit, Sécurité et Cohésion Sociale** » pour conduire la mission d'élaboration d'une étude diagnostique (capacités techniques, opérationnelles et prise en compte du genre) des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières.

Les présents termes de référence visent à préciser les conditions pour un bon déroulement de cette mission de consultance.

III. Objectifs

Les objectifs poursuivis par cette mission de consultance sont:

3.1. Objectif général:

Réaliser une étude diagnostique (capacités techniques, opérationnelles et prise en compte du genre) des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières particulièrement pour ce qui concerne les cibles que sont les jeunes et les femmes.

3.2. Objectifs spécifiques:

De manière spécifique, les objectifs spécifiques sont ainsi déclinés:

- faire le bilan de la performance, de la capacité et de la motivation organisationnelle des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières;
- questionner le positionnement stratégique des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières par rapport aux enjeux nationaux, régionaux ou internationaux assorti de mesures d'accompagnement;
- questionner la définition de la vision, de la mission, des objectifs, des priorités de changement et des mécanismes de suivi-évaluation en place dans les OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières;
- identifier les bonnes pratiques (genre notamment et surtout) promues et opérationnalisées par les OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières et susceptibles d'accroître les performances de leurs interventions;
- faire des recommandations et des suggestions dans le but d'accroître, d'améliorer la structuration, l'efficacité et l'efficience de l'action des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières pour un impact optimum de leurs actions.

IV. Les résultats attendus

Les résultats attendus de la présente mission sont les suivants:

- un plan de renforcement des capacités organisationnelles sous forme d'analyse Diagnostic Institutionnel et de Renforcement Organisationnel (DIRO) est élaboré. Ce plan fera le bilan de performance, questionnera les orientations stratégiques en cours des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières et identifiera des indicateurs pertinents pour permettre un suivi de la progression des OSC;
- les inter-actions et inter-relations en termes de liens fonctionnels et hiérarchiques entre les « organes de gestion et d'exécution » des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières sont définis et documentés en vue de réviser et/ou compléter leurs Plan de Financement;
- des orientations stratégiques (axes d'intervention, cibles, durée et nature des interventions, mécanismes opérationnels des appels à projets, mécanismes de suivi des projets...) sont proposées en annexe du DIRO

pour servir de guide à la formulation du plan d'action pluriannuel par les OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières.

V. Approche méthodologique

La méthodologie utilisée doit être l'approche participative, tout au long de l'exécution de la mission impliquant l'équipe de consultants en charge de la mission, le commanditaire de l'étude et toutes les parties prenantes, l'objectif étant de faciliter l'appropriation à terme des résultats de l'étude par les OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières.

Le/la consultant(e) devra combiner les supports et méthodes suivants:

- organiser une rencontre de cadrage avec le commanditaire;
- faire une analyse documentaire;
- faire une collecte d'information auprès des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières et des parties prenantes;
- rédiger le plan du rapport DIRO;
- organiser un atelier de restitution des résultats de l'étude diagnostique ;
- rédiger les rapports finaux incluant les inputs de la session de restitution.

Les outils à utiliser de manière alternée sont entre autres: Le profil historique pour caractériser les Organisations, l'identification des gaps éventuels, un cadre logique pour la formulation de la logique d'intervention des organisations et leurs axes stratégiques.

VI. Livrables

Les livrables attendus de la mission de consultance sont:

- un rapport diagnostic complet, format DIRO
- un draft de Plan de Financement des Organisations
- des orientations stratégiques claires pour la formulation des Plans d'Action pluriannuels de ces organisations seront annexées au rapport DIRO.

VII. Compétences, durée et période de la mission

7.1- Compétences:

Excellentes compétences rédactionnelles et de communications orales. Le profil du/de la Consultant (e) recherché (e) doit correspondre à un (e) Sociologue, un (e) juriste ou un (e) économiste planificateur spécialisé (e) en développement institutionnel et renforcement organisationnel (DIRO) et qui a:

- une bonne connaissance en matière d'appuis méthodologique et organisationnel;

- une expérience confirmée dans l'élaboration des documents de planification stratégique;
- une bonne connaissance du secteur minier, notamment des mines industrielles, des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières ;
- des compétences avérées sur les approches Genre-sensible et l'approche basée sur les droits ;
- une disponibilité immédiate et de bonnes capacités d'analyse et de rédaction.

7.2- Durée de la mission :

La durée de la mission est de **quarante-cinq (45) jours ouvrables** à partir de la date de signature du contrat de prestations.

VIII. Modalités pratiques et lieu de dépôt des offres

8.1- Modalités pratiques

Les personnes physiques (consultant ou expert...), personnes morales (cabinets, bureaux d'études, groupements de bureaux d'études...), remplissant les conditions prévues dans les termes de référence, et intéressées à prendre part à cette manifestation d'intérêt, sont invitées à faire parvenir leurs offres, rédigées en langue française et en trois exemplaires dont l'un marqué « ORIGINAL » et les deux autres « COPIE » au **PNUD à l'immeubles des Nations Unies 34, Avenue du Conseil Economique et Social sis à Koulouba.**

Chacun des dossiers constitutifs de la manifestation d'intérêt doit comprendre les documents ci-après :

- une lettre de soumission;
- une offre technique complète;
- les attestations démontrant que le consultant (cabinet, bureau ou groupement) est en règle vis-à-vis des lois fiscales et sociales;
- les attestations éventuelles de bonne exécution de marchés similaires;
- le CV des consultants/tes daté et mis à jour avec copie des diplômes et attestations;
- une offre financière comportant un devis estimatif, un bordereau des prix unitaires, dont le montant total (en chiffres et en lettres) devra être fait en hors taxes et, en toutes taxes comprises;
- tout autre document pertinent en relation avec la mission.

Le PNUD se réserve le droit de demander par écrit (lettre, E- mail, etc.) toute explication destinée à lui permettre de porter une appréciation sur les offres soumises.

Le PNUD se réserve également le droit de ne pas donner suite à tout ou partie de cette manifestation d'intérêt et le droit d'utiliser tous les moyens à sa disposition pour s'assurer que les informations qui lui seront communiquées sont exactes.

8.2- Lieu et date de dépôt des offres:

Les propositions, adressées à l'Operations Manager, doivent être envoyées par email : offres.burkina@undp.org avec la mention « IC NOTICE N°011-2021/PNUD-BFA : Consultant(e) chargé(e) de la réalisation d'une étude diagnostique des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières »

Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

Les offres parvenues hors délai ne sont pas recevables.

8.3. Evaluation des offres:

Intitulés	Points	Seront évalués...
<i>Pertinence de l'offre technique (70)</i>		
Compréhension des TDRs et de la mission	10	L'existence d'un état des lieux rapide et l'argumentaire développé sur cette base
Expérience du consultant principal	15	- la conduite de missions similaires - la fourniture des preuves des missions similaires - notoriété du cabinet et ses affiliations ; - Capacités à conduire la mission ;
Qualité et du personnel associé	20	- Expériences des personnes proposées (femmes-hommes) - Missions similaires exercées par les personnes proposées - Preuve des missions similaires exercées par les personnes proposées - Les CV doivent être résumés (5 pages maximum)
Méthodologie proposée	20	- Originalité de la méthodologie proposée - Innovation dans la formulation de la méthodologie - Cohérence de la méthodologie
Chronogramme	5	- Réalisme du chronogramme - Adéquation du chronogramme avec la méthodologie
<i>Offre financière (20)</i>		
Budget proposé	20	L'adéquation entre les objectifs et les moyens, les justifications avancées, l'efficacité, le réalisme des coûts proposés.
<i>Genre (10)</i>		
Valorisation des compétences féminines	10	Le cabinet devra faire la preuve qu'il contribue à la réduction des inégalités de droits entre les femmes et les hommes, à l'élimination des discriminations et des violences à l'égard des filles/femmes et qu'il valorise des savoirs, savoir-faire et compétences féminines.

IX. Supervision

Le soumissionnaire travaillera en étroite relation avec le **Responsable de la Composante Cohésion Sociale** du programme « État de droit, Sécurité et Cohésion sociale » à qui il/elle rendra régulièrement compte du niveau de réalisation de l'activité. Le suivi des travaux se fera par un comité qui sera désigné à cet effet. Ce comité aura la charge de vérifier si la méthodologie proposée par le consultant permet d'atteindre les objectifs escomptés d'une part et de vérifier si la méthodologie validée par le commanditaire est celle appliquée sur le terrain d'autre part.

Les membres du comité de suivi ne sauront dépasser 10 personnes. Le comité de suivi peut faire appel à toute personne de ressource dont les compétences sont jugées nécessaires. Le comité de suivi se réunit sur convocation expresse (**sms; whatsApp, mail**) de son président à chaque fois que de besoin jusqu'à l'adoption officielle rapport **d'étude diagnostique des OSC impliquées dans le contrôle des activités des sociétés minières.**

X. Signatures - Certification de la Description du poste

Titulaire (si applicable)

Nom	Signature	Date
-----	-----------	------

Superviseur :

Nom : Signature	Date
-----------------	------

Représentant Résident :

Nom : Signature	Date
-----------------	------